

# RAPPEL



Déshumanisation Concurrence Compétition Marchandisation

• • •

## Piqûre de rappel!

10 personnages transparents nous remettent en mémoire des témoignages et analyses, tels qu'ils ont déjà été écrits dans nos différentes publications...

### INTRODUCTION

## Table des matières

Introduction	7
Transparent	9
En nous chassant de l'espace public	11
En refusant notre droit de vivre ici	13
En réprimant la mendicité	15
Avec les étiquettes qui nous collent à la peau	
Dans nos combats pour notre famille	19
En niant notre rôle de parents	21
A travers le statut de cohabitant	23
Par l'impossible accès au logement	25
A travers la robotisation des services publics	27
En remplaçant l'humain par des machines	29
Conclusion	31

Depuis presque 50 ans, rassemblés au sein de LST, nous, les plus pauvres, avec d'autres qui nous sont solidaires, interpellons sur nos conditions de vie : mal logement, revenus insuffisants, difficultés d'accès au travail, vie de famille souvent éclatée pour raison de pauvreté, difficultés d'accès aux soins de santé, à la scolarité, à la formation, et à de multiples autres droits fondamentaux.

Depuis presque 50 ans, nous analysons au départ de nos vies les causes de cet état de fait. Notre constat est toujours le même : il y a pauvreté d'un grand nombre parce qu'il y a une richesse insolente de quelques-uns. Ceci est le fruit de l'exploitation de la terre et du travail humain au profit d'un petit nombre.

Depuis presque 50 ans, nous rendons publiques ces analyses, fruits de nos rassemblements, afin d'interpeller la société civile et le monde politique, pour que des projets politiques aillent dans le sens d'une meilleure répartition des richesses, condition essentielle de la lutte contre la pauvreté.

Depuis 1987, chaque année, la Journée Mondiale du Refus de la misère est un moment privilégié de cette interpellation à travers nos écrits et nos prises de parole. Depuis 2007, nous sommes présents au Parlement de Wallonie où nous interpellons les parlementaires devant la Dalle en l'honneur des victimes de la misère.

Depuis quelques années aussi, nos « personnages transparents » rappellent la transparence imposée aux plus pauvres. En 2023, ils sont accompagnés par une série d'affiches réalisées au sein de nos ateliers CEC et mettant en scène ces personnages transparents dans les différentes réalités de nos vies.

Le 17 octobre 2022, nous présentions au Parlement de Wallonie notre Cahier de revendications « c'est pas humain », réalisé durant l'année écoulée avec des militants d'autres associations. Une forme de réactualisation des constats que nous dénonçons depuis tant d'années, et des revendications qui en découlent. Pour que les choses changent.

Car les choses ne changent pas ou pas beaucoup ou si lentement, voire même souvent, reculent. Nous savons qu'il faut avant tout « ne pas nous taire »...

Aussi, cette année, nous avons estimé qu'une « piqûre de rappel » s'impose, d'autant plus en regard des choix politiques qui s'annoncent et qui ne nous conviennent pas du tout.

Dans les pages qui suivent, dix « Transparents » nous remettent en mémoire des témoignages et analyses, tels qu'ils ont déjà été écrits dans nos différentes publications. Certains sont déjà anciens, d'autres plus récents. Tous restent d'une actualité criante.

Nous en sommes certains : On doit faire autrement, ET C'EST POSSIBLE!



#### TRANSPARENT

On nous rend transparents

Mais nous sommes toujours là résistants

On nous rend transparents

Mais nous sommes tout venant, tous venus comme des battants devant le Parlement.

On nous rend, on nous rend, on nous rend... Rien du tout.

Translucide, Invisible.

On nous rend transparents, mendiants, indigents
Mais nous sommes des citoyens participants, militants.

On nous rend transparents

Mais nous résistons chaque jour à la misère, à la violence, à

l'intransigeance.

On nous rend transparents

Et nous sommes mécontents, manifestants,

Nous voulons des logements pour nos familles,

Du temps pour nous épanouir,

Du respect pour ce que nous sommes,

Du dialogue et non du boniment.

On nous rend transparents

Mais nous sommes très combattants

Comme nos grands-parents qui se sont battus.

Nous sommes mécontents, nous les militants.

C'est énervant, violent

Quand nous étions enfants

On nous traitait de paysans

Car nous étions déjà différents.

On nous rend transparents

Mais on ne sera jamais invisibles, insensibles, translucides.

On nous rend transparents

Mais nous voulons être entendus

De qui ?

De vous.1

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Fanzine et document sonore « empreinte dans la ville », LST , Atelier d'écriture CEC <a href="https://www.mouvement-lst.org/documents/2024/FANZINE\_LST\_EmpreinteDansLaVille.pdf">https://www.mouvement-lst.org/documents/2024/FANZINE\_LST\_EmpreinteDansLaVille.pdf</a>

## EN NOUS CHASSANT DE L'ESPACE PUBLIC...



## ON NOUS REND TRANSPARENTS MAIS NOUS RÉSISTONS TOUS LES JOURS A LA MISÈRE



## EN NOUS CHASSANT DE L'ESPACE PUBLIC...

On nous rend transparents mais nous résistons tous les jours à la misère

"En 1989, un ménage, qui vivait depuis plusieurs mois sous une tente de fortune dans une ancienne carrière à l'entrée de Dinant est arrêté pour vagabondage; motif invoqué:

"sans revenus ni domicile". " 2

La gare est parfois un lieu de survie pour les personnes privées d'habitat. Cette fonction « latente » et par défaut de cet espace public est de plus en plus limitée ou interdite. Garantir une sécurité d'existence pour l'ensemble de la population, cela passe par le développement de services publics réellement accessibles à tous. Sans adresse, pas de droit de vote. Sans domicile, pas de paiement des allocations sociales. Sans carte d'identité ou d'accès à internet, pas de possibilités de démarches administratives, de recherches d'emploi, de logement... Nous ne voulons pas d'une citoyenneté de seconde zone.<sup>3</sup>

En ce début d'été 2024, on constate les premières conséquences liées aux résultats des élections législatives et européennes qui se sont déroulées en Belgique et dans d'autres pays au niveau européen. Les orientations politiques marquées de plus en plus à droite caractérisent les évolutions dans de nombreux pays. Dans ce cadre, les mesures de surveillance accrue développées vis-à-vis des populations qui pratiquent la mendicité sur l'espace public sont réactivées sous diverses formes dans plusieurs villes et communes. Chaque jour, la police de Namur effectue plusieurs "SDF Tours". Ce qui est remarquable cette année, ce sont les réactions et critiques publiques portées par des membres de la police locale de Namur contre cet acharnement répressif à l'égard des personnes qui vivent dans la rue et dont certaines pratiquent aussi la mendicité.<sup>4</sup>

Ce matin-là un sans-abri ratatiné sous le poids des années passées en rue est assis sur les bords d'un trottoir (...)Il n'a jamais causé le moindre trouble public. Une équipe de policiers est dépêchée auprès de lui "pour le faire bouger".(...) ça ne sert à rien. Il n'y a pas de solution à long terme"."(...) Il dérangeait moins que si une trottinette avait été laissée sur le trottoir " <sup>5</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>« la tuile », 1990,P7, LST, https://www.mouvement-lst.org/documents/annees1990/1990-11 la tuile.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>Fanzine et document sonore « empreinte dans la ville », LST, https://www.mouvement-lst.org/documents/2024/FANZINE LST EmpreinteDansLaVille.pdf

<sup>4«</sup> La main dans la main » septembre 2024 P 5,LST, https://www.mouvement-lst.org/lmdlm/2024-09\_lmdlm.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup>Témoignages des policiers, RTBF, cité dans La main dans la main de septembre 2024

## EN REFUSANT NOTRE DROIT DE VIVRE ICI...



## ON NOUS REND TRANSPARENTS MAIS NOUS RÉSISTONS TOUS LES JOURS A LA MISÈRE



## EN REFUSANT NOTRE DROIT DE VIVRE ICI...

On nous rend transparents mais nous résistons tous les jours à la misère

2021. A Bruxelles, quelques 400 personnes « sans papiers » mènent une grève de la faim de plusieurs semaines. Certaines d'entre elles sont en situation illégale depuis de nombreuses années. Elles veulent faire reconnaître leur situation et obtenir un statut légal qui leur permette de vivre et travailler légalement sur le territoire belge.<sup>6</sup>

- « C'est inhumain » s'exclame un militant de Luttes Solidarités Travail. Nous les soutenons car « eux comme nous, ils luttent pour une vie meilleure », nous rappelait Aurore.<sup>7</sup>
- (...) je ne peux pas contribuer dans ce pays. Je veux bien contribuer. Toutes les femmes migrantes veulent contribuer dans ce pays, légalement.(...), le gouvernement, ceux qui sont en tête, décident de ne pas nous donner des papiers car il faut tels critères. Les mêmes utilisent les femmes par derrière pour garder leur maman à la maison pendant qu'ils vont au travail ou dans les bureaux. Les hommes, c'est pareil. Ils connaissent des endroits où ils partent chercher les sans-papiers pour qu'ils aillent travailler dans les champs, dans les travaux. Ils connaissent. Donc, ce qu'ils nous amènent chaque jour sur la table, c'est du travail au noir, (...) Nous ne sommes pas méchants, nous ne sommes pas dangereux. Mais, plutôt, nous sommes en danger.
- (...) à l'Office des étrangers, on nous explique qu'on ne peut plus faire de régularisation massive. Ils veulent faire du cas par cas. Mais ils ignorent une chose. Chacun d'entre nous a une vie qui est singulière. Et parfois, il y a des raisons de non-retour dans son pays tout simplement parce qu'on n'a pas les moyens d'exprimer ou de justifier ce non-retour. (...) Ils sont en train de supprimer des vies sans le savoir. Si c'est à dessein, il faut qu'ils se révisent. Mais si c'est à contre-coeur parce que la loi l'oblige,

alors il faut réviser cette loi.

... « notre pays a été le lieu d'une situation particulièrement violente à l'égard d'un groupe de personnes qui ont quitté leurs pays pour fuir la misère, les famines ou les violences de la guerre... La banalisation du risque de mort ou de séquelles irréversibles pour les grévistes, accompagnée de blocages légalistes du pouvoir politique constitue un sommet dans le mépris et les violences instituées. ( ...) Diverses pratiques et exigences qui peuvent s'apparenter à de la torture (...) Au même titre que les exclusions massives du droit à des allocations de chômage, ou la répression des personnes qui mendient et parfois habitent la rue par manque de logements, toutes ces violences illustrent la déshumanisation de notre société »<sup>8</sup>

<sup>°</sup>Vidéo « c'est pas humain ! » LST, 2022 https://www.youtube.com/watch?v=uc8H3VFwgok&t=1098s 
7Cahier de revendication « c'est pas humain ! », P 13 ,LST ,

http://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17\_LST\_Fede\_JMRM\_CahierRevendicationsDeshumanisation.pdf

EIntroduction Réf Journée mondiale du refus de la misère 2021 : Refusons la déshumanisation de notre société. Une indignation collective, LST , https://www.mouvement-lst.org/2021-10-17 journee mondiale refus misere 2021.html

## EN RÉPRIMANT LA MENDICITÉ...



## ON NOUS REND TRANSPARENTS MAIS NOUS RÉSISTONS TOUS LES JOURS A LA MISÈRE



## EN REPRIMANT LA MENDICITE ...

On nous rend transparents mais nous résistons tous les jours à la misère

Les exclusions du chômage, les nombreuses conditions ajoutées pour bénéficier du R.I.S, notamment à travers le PIIS, nous obligent à trouver d'autres moyens d'assurer notre sécurité d'existence. Nous sommes nombreux à n'avoir plus d'autres choix que de dépendre de la charité publique, privée ou individuelle. Tendre la main dans la rue, est un des derniers moyens qu'on a pour survivre. Le fait d'aller dans un resto social ou chercher un colis dans une banque alimentaire est une autre forme de dépendance.

Dans un cas comme dans l'autre, on dépend du bon vouloir des autres pour survivre(...)

Depuis quelques années ce sont des règlements de police qui organisent la chasse aux pauvres dans de nombreuses villes, alors que la répression de la mendicité et du vagabondage sont suspendues depuis 1994. En interdisant et en réprimant la mendicité, on nous pousse « hors de la cité , hors des murs ». On ne veut plus nous voir. Ne plus voir la pauvreté. On nous cache. On nous rend transparents. On nous rend inexistants.<sup>24</sup>

Namur 2023 : interdiction aux personnes qui mendient de se trouver à moins de 20 mètres des accès d'entrées et sorties des galeries commerçantes. Cette réglementation résulte d'une décision personnelle du Bourgmestre, qui invoque le caractère d'extrême urgence qui lui permet cette décision sans passer préalablement devant le Conseil communal. Elle s'applique à tout le territoire et s'ajoute aux règles générales qui sont toujours en vigueur sur le territoire de Namur.

Nous dénonçons cette nouvelle discrimination portée par l'autorité communale de Namur. Malgré les condamnations multiples<sup>25</sup>, cette discrimination concernant le droit d'occuper l'espace public est régulièrement imposée à des groupes de personnes SDF et d'autres populations précarisées qui mendient. Il semble que, pour de nombreux pouvoirs locaux, l'imagination est à l'œuvre pour contourner les condamnations.

De plus, d'autres pratiques sont condamnables sur base d'un grand nombre de discriminations.

Comme : - La confiscation, par un agent communal, de l'argent gagné par une personne qui mendie dans un cadre qui ne respecte pas le règlement communal constitue une taxation à 100% d'un revenu, ou une amende, ou du "racket"... autant de pratiques douteuses pour une autorité communale ! - L'interdiction d'exprimer son "état de détresse" sur l'espace public constitue une discrimination par rapport à la liberté d'expression. Entre autres, toutes les formes de publicité, commerciales, professionnelles, qui envahissent l'espace public. - Dans certains cas, c'est à propos du droit fondamental d'occuper l'espace public que la discrimination intervient. Une prévention contre un éventuel passage à l'acte, etc.<sup>26</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup>Journal « La main dans la main » décembre 2023 P 4,LST, https://www.mouvement-lst.org/lmdlm/2016-12\_lmdlm.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup>Notamment la suspension du règlement anti-mendicité de la ville de Namur par le Conseil d'État 06/10/2015.

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup>Journal « La main dans la main » septembre 2023 P 3,LST, https://www.mouvement-lst.org/lmdlm/2023-09\_lmdlm.pdf

## AVEC LES ÉTIQUETTES QUI NOUS COLLENT À LA PEAU...



## ON NOUS REND TRANSPARENTS MAIS NOUS RÉSISTONS TOUS LES JOURS A LA MISÈRE



## AVEC LES ETIQUETTES QUI NOUS COLLENT A LA PEAU ...

On nous rend transparents mais nous résistons tous les jours à la misère

Tu finis par croire que t'es plus bas que terre.

Dès l'école, tu es sélectionnée... et on doit se taire. T'es sélectionnée à cause du boulot de tes parents. A force de te mettre cela dans la tête, tu finis par croire que t'es plus bas que terre. En maternelle, on me mettait au fond de la classe à côté de la cage à lapin. En primaire, l'instituteur a retourné ma mallette devant tout le monde parce que je n'avais pas mon journal de classe.

Tout cela parce que mon papa était ouvrier communal et qu'on vivait dans un logement social ? Parce que t'habites une cité sociale et que ton père est ouvrier communal, on te regarde de haut. A l'école, t'es là pour apprendre, pas pour être sélectionné. On avait pourtant un toit, de l'eau, de l'électricité.... On a toujours jugé mon père mais moi j'en suis fière.

On entend parfois dire, en parlant d'une personne : « l'article 60, l'Awiph, l'accueilli, le sdf, la dépressive, le contrat prime, le n° kf6894 (exemple), le « minimexé... » ... et à mille lieux de nous : Maitre, Professeur, Patron,... les titres sont des étiquettes également (...) Si ces titres procurent aux dominants un a priori qui leur est positif, les qualificatifs qui nous sont attribués, nous les plus pauvres, sont désobligeants : ils nous cataloguent négativement, et souvent définitivement. Ce sont de véritables étiquettes, déshumanisantes. Elles influencent, elles aussi, tous les pans de notre vie. . (...)

Les étiquettes sont souvent créées par les institutions et les services que nous devons fréquenter, c'est là qu'elles se manifestent. Les EFT (Entreprises de Formation par le Travail), l'enseignement spécialisé, les cités de logements sociaux, les hôpitaux psychiatriques ... créent par essence des étiquettes qui colleront aux personnes qui fréquentent ces institutions et lieux. Quel paradoxe, alors qu'il s'agit d'institutions organisées pour pallier aux inégalités et injustices par la création de services d'aide et d'assistance.<sup>10</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup>Journée mondiale du refus de la misère 17 octobre 2019 Au Parlement de Wallonie P4, LST

<a href="https://www.mouvement-lst.org/documents/2019-10-17\_LST\_JMRM\_ParlementWallonie\_InterpellationsTemoignages.pdf">https://www.mouvement-lst.org/documents/2019-10-17\_LST\_JMRM\_ParlementWallonie\_InterpellationsTemoignages.pdf</a>

<sup>10</sup>Cahier de revendications c'est pas humain, P55- 59,LST, 2022

<a href="https://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17">https://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17</a> LST Fede JMRM CahierRevendicationsDeshumanisation.pdf

## DANS NOS COMBATS POUR NOTRE FAMILLE...



## ON NOUS REND TRANSPARENTS MAIS NOUS RÉSISTONS TOUS LES JOURS A LA MISÈRE



## DANS NOS COMBATS POUR NOTRE FAMILLE...

On nous rend transparents mais nous résistons tous les jours à la misère

Comment élever correctement ses enfants quand on n'a pas de logement ou qu'on vit dans un logement pourri ? La santé de tous les membres de la famille en prend un coup. Quand on vit dans un logement bruyant, trop petit, on s'énerve plus vite. Quand on n'a pas d'emploi alors qu'on voudrait travailler, non seulement on n'a pas assez d'argent, mais on tourne en rond entre ses 4 murs, on déprime, ou on peut devenir plus agressif. Comment élever correctement un enfant quand l'argent manque pour payer tout ce dont il aurait besoin ? 15

Parlons de ce que nous appelons, en Caves, le « paradoxe du frigo ». Lors de la visite du travailleur social du CPAS venu vérifier si nous sommes bien dans le besoin, nous avons intérêt à présenter un frigo vide, mais lors de la visite du délégué du Service d'aide à la jeunesse venu vérifier si les enfants sont en situation de danger, nous avons intérêt à présenter un frigo plein. 16

La vie en famille est ce qui nous est le plus cher. C'est aussi un domaine extrêmement sensible, qui touche au plus personnel, au plus intime. Par conséquent, toute intervention extérieure est vécue comme une intrusion, une déshumanisation. Parce que nous sommes des êtres humains, nous avons droit à la vie privée, nous avons le droit de fonder une famille et de vivre en famille, comme tout le monde. Mais ces droits fondamentaux ne sont pas respectés.(...) « Les conditions de vie difficiles des parents cassent les familles. La loi prévoit pourtant qu'il faut tout faire pour que les enfants puissent grandir avec leurs parents, revenir le plus vite possible dans leur famille s'ils ont été placés. Les lois et les services devraient donc veiller à ce que les familles aient les moyens d'élever correctement leurs enfants. L'argent qu'on met pour placer les enfants devrait plutôt servir à soutenir les parents. Tous les droits sont liés. Que tout le monde obtienne ses droits, simplifier les démarches, limiter l'arbitraire des institutions... » <sup>17</sup>

Notre rôle de parents mis sous pression, sous contrôle, n'est-ce pas une citoyenneté de seconde zone ? 18

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup>Cahier de revendications « c'est pas humain ! », P29-30, LST,

http://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17\_LST\_Fede\_JMRM\_CahierRevendicationsDeshumanisation.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup>« La dignité... Parlons-en! » 2003 Page 129, LST, https://www.mouvement-lst.org/documents/2003/2003-09-01\_dignite\_parlons-en.pdf <sup>17</sup>Cahier de revendications « C'est pas humain! » P29,30,31 ,LST,

http://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17\_LST\_Fede\_JMRM\_CahierRevendicationsDeshumanisation.pdf

<sup>18«</sup> stop aux inégalités sociales » témoignages et interpellations Au Parlement de Wallonie, Journée mondiale du refus de la misère 17 octobre 2019 P7, LST, https://www.mouvement-lst.org/documents/2019-10-17 LST JMRM ParlementWallonie InterpellationsTemoignages.pdf

## EN NIANT NOTRE RÔLE DE PARENTS...



ON NOUS REND TRANSPARENTS

MAIS NOUS RÉSISTONS

TOUS LES JOURS A LA MISÈRE



## EN NIANT NOTRE ROLE DE PARENTS ...

On nous rend transparents mais nous résistons tous les jours à la misère

Pour éviter que mes enfants subissent ce que j'ai vécu, j'ai fait confiance à des services d'aide et bien voilà le résultat, je ne les ai plus. Je ne les vois plus. Je peux leur laisser un message par téléphone de temps en temps. Je me retrouve seule, avec mes colères et mon découragement. Et l'espoir de les revoir ? C'est le même refrain à chaque fois : trouvez un logement et vos enfants reviendront. Mais voilà, ce n'est pas comme cela que ça se passe. J'ai fait ce que les services me demandaient. J'ai trouvé un logement petit puis plus grand. Mais cela fait plus de 5 ans que je ne vois plus mes deux enfants de 14 et 15 ans. Et pourtant je me bats tous les jours pour comprendre ce que j'ai fait pour mériter un châtiment pareil. Et je me tracasse tout le temps pour eux<sup>11</sup>

Quand les enfants sont placés, on fait comme si les parents n'existaient plus. On ne nous met au courant de rien. Par exemple pour l'école. On n'est pas invités aux réunions de parents d'élèves, on ne sait pas comment ça se passe avec nos enfants. Et après, on va dire qu'on ne prend pas nos responsabilités! Comment on pourrait ? Mais quand il y a un gros problème, alors ils se souviennent de nous. Quand l'enfant a fait une grosse bêtise, on est responsable, on doit payer! Comment on aurait pu l'empêcher? »12

Ce qui est dit nous paraît tellement injurieux par rapport aux familles qui vivent dans la grande pauvreté, par rapport aux jeunes : que ce soit dans la manière de parler aux jeunes, aux familles mais aussi dans la manière dont on parle d'eux.<sup>13</sup>

Placer un enfant coûte cher, très cher. Nous demandons plutôt de donner les moyens nécessaires à la famille, que les parents puissent élever eux-mêmes leurs enfants. Si on respectait tous les droits fondamentaux - le droit à un logement décent, le droit à des revenus suffisants, le droit à un emploi décent, etc., cela changerait la vie des familles et donc la vie des enfants. À quand une politique d'aide à la jeunesse qui nous garantit notre citoyenneté de parents ?<sup>14</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup>Journal « La main dans la main » – N°331 – P3, MARS 2016, LST, https://www.mouvement-lst.org/lmdlm/2016-03\_lmdlm.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup>Cahier de revendications « C'est pas humain ! » P38,LST,

http://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17\_LST\_Fede\_JMRM\_CahierRevendicationsDeshumanisation.pdf

<sup>13</sup> Extrait de la lettre envoyée à la RTBF « le mercredi 17 novembre, votre émission « investigation » était consacrée à « immersion au tribunal de la jeunesse.

LMDLM: février 2022 l'atelier famille, n°389, LST, https://www.mouvement-lst.org/lmdlm/2022-02\_lmdlm.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup>Journée mondiale du refus de la misère 17 octobre 2019 Au Parlement de Wallonie P8, LST,

## A TRAVERS LE STATUT COHABITANT...



ON NOUS REND TRANSPARENTS

MAIS NOUS RÉSISTONS

TOUS LES JOURS A LA MISÈRE



## A TRAVERS LE STATUT DE COHABITANT ...

On nous rend transparents mais nous résistons tous les jours à la misère

Le fait il est là que mon fils et moi, (...) nous vivons avec un peu plus de 1300 euros par mois. 682 euros chacun! Pourquoi deux cohabitants alors que je suis la maman ? Parce que mon fils a atteint sa majorité. Et donc je suis passée du taux chef de ménage ...à presque plus rien du tout. C'est comme ça.<sup>27</sup>

(...) Michel et Pierre, bénéficiaires du RIS au statut d'isolé habitent seuls, dans des petits studios garnis aménagés dans un même immeuble, séparés les uns des autres, où il y a un espace cuisine commun. S'ils décident de faire leurs repas ensemble, c'est plus économique, plus facile et plus « convivial », ils seront pénalisés financièrement. Ils passeront chacun au statut de cohabitant avec une baisse importante du montant de leur RIS. (...) Si ces deux amis se rendent chaque jour pour manger ensemble au resto du cœur ou dans un quelconque resto social, ils ne seront pas inquiétés et ils resteront, pour le CPAS, des bénéficiaires du RIS au statut isolé. Ce qui est financièrement plus élevé que le statut de cohabitant et qui correspond, comme dans la première situation, à leur réalité d'habitat. Pourtant cette coopération élémentaire pour préparer et consommer ensemble le repas, dans son lieu de vie, d'habitat, son foyer, est une preuve d'humanité, d'organisation et d'intelligente source d'économie. Mais la loi du RIS ne voit pas les choses du même œil (c'était déjà ainsi pour le minimex). Si cela s'apprend alors qu'ils ne l'avaient pas déclaré au CPAS, ils risquent des sanctions très importantes, car le CPAS jugerait cette initiative non déclarée comme une fraude. Les fraudes sont « punies » par une suspension ou la suppression de l'aide, elles nécessitent généralement un recours devant le Tribunal du travail pour accéder de nouveau au RIS, si le jugement l'accorde. Nous constatons que dans le cadre de l'application d'une législation telle que le RIS, la créativité et les initiatives de coopération et de solidarités sont réprimées, en plus du contrôle réalisé sur l'alimentation des plus pauvres à travers diverses pratiques d'aides alimentaires.<sup>28</sup>

« Lorsqu'on est bénéficiaire d'une allocation sociale, accueillir temporairement un proche dans le besoin peut être dangereux car cela peut influencer négativement les déjà maigres revenus. Ce qui est en question ici est le statut de cohabitant »(...) Suite aux inondations de juillet 2021 puis de l'afflux de réfugiés ukrainiens, et dans ces conditions particulières uniquement, ce qui était interdit et sanctionné devient subitement encouragé et récompensé.( ...) « Cette différence de traitement est d'une violence extrême mais prouve par l'absurde que le statut "cohabitant" pourrait tout à fait être supprimé. » <sup>29</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup>« C'est pas humain ! », vidéo annonce journée mondiale du refus de la misère 2021 https://www.youtube.com/watch?v=dcr\_8ZKPTcc

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup>Journal « La main dans la main » Février 2022 n°389, LST http://www.mouvement-lst.org/lmdlm/2022-02\_lmdlm.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup>Cahier de revendications « c'est pas humain ! » P25-26, LST,

http://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17\_LST\_Fede\_JMRM\_CahierRevendicationsDeshumanisation.pdf

## PAR L'IMPOSSIBLE ACCÈS AU LOGEMENT...



ON NOUS REND TRANSPARENTS

MAIS NOUS RÉSISTONS

TOUS LES JOURS A LA MISÈRE



## PAR L'IMPOSSIBLE ACCES AU LOGEMENT ...

On nous rend transparents mais nous résistons tous les jours à la misère

...«, je vivais avec mon fils dans un logement, mais j'ai dû quitter celui-ci et j'avais six mois pour en trouver un autre. J'ai d'abord cherché toute seule et je n'ai rien trouvé... mais les six mois étaient passés. J'ai continué à rester dans ce logement et le propriétaire me condamnais à payer une indemnité de 15 euros par jour en plus de mon loyer que je versais tous les mois. C'était difficile d'en trouver un autre. Soit les loyers étaient trop hauts, soit pour les propriétaires je ne touchais pas assez, donc il fallait un aval. Je me suis donc inscrite dans une société de logements publics. J'ai dû m'y rendre une dizaine de fois, les papiers n'étaient jamais bons. J'étais découragée et je ne voulais plus y retourner. On t'accueille comme si tu étais un moins que rien. T'es qu'un numéro sur un bout de papier. » <sup>30</sup>

(...) Tant que le logement sera considéré comme un « marché », une manière de gagner de l'argent pour ceux qui les possèdent, qui les exploitent. On loue au plus offrant, même quand c'est insalubre. C'est le contraire d'un droit.<sup>31</sup>

Pouvoir dire "c'est chez moi", s'y sentir bien et en sécurité avec sa famille, avoir ses racines quelque part, être membre d'une collectivité locale et reconnu comme tel, constituent, plus que des souhaits, des conditions indispensables pour vivre en société aujourd'hui. Le logement est un droit, il correspond à un bien de consommation vital. Il mérite à ce titre une protection particulière.

Le combat pour garantir l'accès au logement est un combat quotidien pour les plus pauvres.
Un combat de base, tant le logement est essentiel pour garantir l'accès à une plus grande sécurité d'existence. Le fait d'avoir un toit sûr au niveau de la qualité et d'une garantie dans la durée, permet effectivement de développer le droit à la famille, le droit à l'emploi et à un revenu décent, le droit à la santé, le droit à la formation, à la culture... Depuis des décennies, il y a un manque criant de logements accessibles et adaptés à la réalité économique et sociale des personnes et familles pauvres. Les plus pauvres habitent généralement dans des endroits précaires, des abris de fortune, des logements bas de gamme. Les conditions de logement y sont généralement très pénibles.

« Tous les hommes ont droit à habiter. Ce n'est pas seulement le droit à un toit.

C'est un droit à la dignité et à la citoyenneté. »32

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup>Journée mondiale du refus de la misère 17 octobre 2019 Au Parlement de Wallonie. Témoignage, un poussant, https://www.mouvement-lst.org/documents/2019-10-17\_LST\_JMRM\_ParlementWallonie\_InterpellationsTemoignages.pdf
<sup>31</sup>Fanzine et document sonore « empreinte dans la ville », LST, Atelier d'écriture CEC

 $<sup>\</sup>underline{\text{https://www.mouvement-lst.org/documents/2024/FANZINE\_LST\_EmpreinteDansLaVille.pdf}}$ 

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup>habitat : une préoccupation centrale, P 30, Ne passons pas à côté...25 ans de combats pour la citoyenneté des plus pauvres http://www.mouvement-lst.org/documents/2018/2018-10-17\_LST\_JMRM\_Etude\_NePassonsPasACote.pdf

## A TRAVERS LA ROBOTISATION DES SERVICES PUBLICS...



## ON NOUS REND TRANSPARENTS MAIS NOUS RÉSISTONS TOUS LES JOURS A LA MISÈRE



## A TRAVERS LA ROBOTISATION DES SERVICES PUBLICS ...

On nous rend transparents mais nous résistons tous les jours à la misère

Je donnais un coup de main à une dame qui avait besoin de réunir des papiers pour avancer dans ses démarches. Je lui propose donc d'aller sur le site My Social Sécurity (nom du site en anglais...première langue nationale du pays visiblement). Aujourd'hui, beaucoup de documents et d'informations s'y retrouvent. Après un long moment passé à la phase de connexion à « My e-box », nous pénétrons enfin dans le « dossier » numérique de Madame. Le processus de connexion à « my e-box » est déjà assez complexe et demande d'autres outils et applications nécessaires pour s'identifier. Lorsqu'on est enfin parvenu à s'identifier, un message apparaît immédiatement et nous demande de faire un choix : « en donnant votre autorisation, vous déclarez être d'accord de recevoir les messages des services publics adhérents dans votre e-Box sous forme électronique. Vous ne les recevrez plus sur papier ». Heureusement nous n'avons pas cliquer sur « autoriser », comme nous en avons pris l'habitude de manière automatique, avec toutes les fenêtres de « cookies ». Bel exemple d'une manière de se faire piéger par l'outil informatique qui incite les personnes à renoncer aux supports papier. Ces choix ne conviendront évidemment pas à tout le monde, encore moins aux personnes qui n'ont pas les moyens ni la maitrise des outils qu'on nous impose.

Dans nos contacts avec les administrations, par exemple, il faut de plus en plus passer par la voie informatique : formulaires en ligne, rendez-vous en ligne, réponses en ligne .... Et ces réponses à nos sollicitations sont déshumanisées aussi à travers des « foires aux questions » qui ne reprennent pas toutes nos questions, ou sont sans beaucoup de nuances. Et quand le contact s'établit avec un interlocuteur, la réponse est souvent : « vous trouverez votre réponse et les formulaires sur internet ». Nous constatons la suppression des personnes de contact qui apportaient une « relation » à dimension humaine indispensable dans de nombreuses situations. 19

« Pour n'importe quel service, pour un déménagement, pour essayer de demander des panneaux à la commune, il faut aujourd'hui passer par des démarches en ligne. Pendant la crise du covid-19, tout le monde a dit « aïe, aïe, aïe, quelle catastrophe, ces fermetures de guichets, ça fait reculer l'accès aux droits». Tout le monde est d'accord, pourtant, à peine la crise terminée, on a un ministre qui met sur la table une ordonnance pour accélérer la digitalisation des services publics.»<sup>20</sup>

Cahier de revendications « C'est pas humain! », P 67-69, LST, 2022

http://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17\_LST\_Fede\_JMRM\_CahierRevendicationsDeshumanisation.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup>Dimension financière de la pauvreté, rapport bisannuel 2022-2023, P100,

Service de Lutte contre la Pauvreté et la précarité sociale

## EN REMPLAÇANT L'HUMAIN PAR DES MACHINES...



ON NOUS REND TRANSPARENTS

MAIS NOUS RÉSISTONS

TOUS LES JOURS A LA MISÈRE



## EN REMPLAÇANT L'HUMAIN PAR LES MACHINES ...

On nous rend transparents mais nous résistons tous les jours à la misère

Pour venir à une rencontre de LST, Th. devait prendre un ticket de train, mais arrivé au quai (il n'y a plus de gare dans cette campagne), il ne comprenait pas le fonctionnement de la nouvelle procédure d'achat de ticket à la borne placée sur le quai. Il n'a pas eu l'occasion d'acheter son ticket à temps et s'est vu astreindre une amende. Difficile pour lui d'argumenter une justification alors qu'il perd tous ses moyens dans de telles situations.<sup>21</sup>

Ces réalités prennent de plus en plus de place dans tous les domaines de notre vie. On remplace l'homme par des machines. Que ce soit dans les magasins, entreprises, administrations, gares, à l'hôpital, etc. Avant, il y avait plus de relations humaines. Quand on a besoin d'une information, souvent on nous dit « Allez sur internet ». Mais lorsque l'on n'a pas internet ? Que l'on ne sait pas s'en servir ? On a besoin de l'humain. « Le beau travail dans les usines a été remplacé par les robots ». Cette phrase, exprimée par un membre d'une association dans lesquelles les personnes en situation de pauvreté se rassemblent, résume bien l'incertitude qu'engendrent certaines évolutions liées au développement technologique et leur influence sur le travail. <sup>22</sup>

Mais on est obligé de suivre toute cette technologie. Et il y a aussi des personnes qui n'ont pas accès à internet, comment ils font ? Et puis, l'ordinateur et internet coûtent. Aussi l'utilisation de l'outil informatique n'est pas simple...(...) Il faut penser que certains parents n'ont pas internet car cela coûte de l'argent, et surtout que certains parents ne savent pas aider avec cet outil.(...). Beaucoup de questionnements concernant l'avenir : comment vont faire les prochaines générations ?

Ils feront quoi avec leur diplôme ? Qu'est- ce que les jeunes vont devenir si la robotisation nous remplace ? Il y a des avantages, ça a permis d'alléger le travail de certains métiers. Mais il faut rester vigilants jusqu'où va aller le progrès et la déshumanisation ? (...) Mais avons-vous le choix de ne pas se laisser tenter par cette prétendue facilité ?(...), il faut résister. (...) <sup>23</sup>

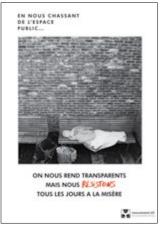
<sup>&</sup>lt;sup>21</sup>Cahier de revendications « c'est pas humain! » P 68, LST.

http://www.mouvement-lst.org/documents/2022/2022-10-17\_LST\_Fede\_JMRM\_CahierRevendicationsDeshumanisation.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup>Durabilité et pauvreté contribution au débat et à l'action politiques rapport bisannuel 2018 – 2019 service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, P 64

https://www.mouvement-lst.org/documents/2019/2019-12-11\_ServiceLuttePauvrete\_RapportBisannuel2018-2019.pdf

23 Journal « La main dans la main » – N°390 – P2, MARS 2022, LST, https://www.mouvement-lst.org/lmdlm/2022-03\_lmdlm.pdf





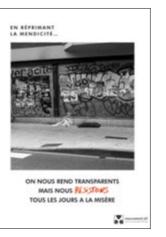




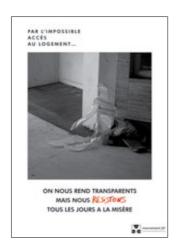












#### C'est inhumain!

Quand on laisse des gens dormir dehors,

Et quand on les chasse de la rue,

Quand on refuse le droit de travail au sans papier, quand on refuse même de l'écouter,

Quand une famille se voit éclatée parce qu'elle ne dispose pas du minimum pour vivre,

Quand les plus faibles sont exclus du travail et des revenus,

Quand on sanctionne les solidarités de logement ou autre,

Quand les robots remplacent les humains dans l'administration, l'accès aux droits, les services publics ou privés, Et lorsqu'on nous rend responsables de tout cela, en nous collant des étiquettes ou pire en ignorant nos réalités, en nous ignorant, en nous rendant transparents, ...

C'est inhumain!

#### On doit faire autrement

il faut que le logement soit un bien d'usage dont l'objectif est de loger des gens dignement et à prix abordable, et pas un bien commercial qui vise avant tout à ce que ceux qui les possèdent gagnent de l'argent.

Il faut que le travail soit une activité qui nous permette de vivre dignement, et pas que notre travail enrichisse d'abord ceux qui possèdent « les moyens de production ».

Il faut des revenus suffisants pour tous, qu'on soit ou pas capable de travailler.

Il faut qu'on considère chacun et chacune comme capable de penser, de réfléchir, d'apporter sa contribution, et pas coller des étiquettes qui stigmatisent et font porter la responsabilité de « ce qui va mal » sur des individus et des groupes avant tout fragiles.

Il faut une technologie au service des humains, de tous les humains et pas au profit de quelques uns.

Il faut casser l'accaparement de la nature, des avoirs et des savoirs détenus par un petit nombre, pour qu'ils soient accessibles à tous, dans le but de permettre à chacun de vivre dignement.

#### Et c'est possible.

Lorsque des lois sur l'Aide à la jeunesse sont construites avec le concours et sur base de la parole des familles concernées.

Lorsqu'on supprime la sanction du statut de cohabitation lors des inondations ou de l'accueil des familles ukrainiennes.

Lorsque des policiers s'indignent et dénoncent publiquement les tracas inutiles qu'on leur demande d'infliger aux sans abris.

Cela montre que c'est possible.

C'est surtout possible lorsqu'un projet politique le permet et l'encourage!

« Un projet politique qui vise l'égalité et l'émancipation des gens. Trois outils permettent cela : la sécurité sociale, un service public (dont l'école) fort et une protection du droit des travailleurs. Le contraire donc des options exprimées dans la nouvelle Déclaration de Politique Régionale (2024) : promotion de l'individualisme, du « tout à l'argent », démantèlement des services publics et limitation des droits du travail, de l'enseignement ».<sup>33</sup>

### « Quand va-t-on enfin nous écouter et nous prendre au sérieux ? ».

Concluait une militante lors de notre dernière Assemblée des Militants (sept. 2024)

LST, 17 octobre 2024

## MOUVEMENT LUTTES SOLIDARITÉS TRAVAIL (LST)

Rassemblement des personnes les plus pauvres pour lutter avec d'autres contre la misère et ce qui la produit.

### L.S.T. Andenne asbl

rue d'Horseilles, 26 5300 Andenne 085/84. 48. 22 andenne@mouvement-LST.org

### L.S.T. asbl

rue Pépin, 27 5000 Namur 081/22. 15. 12 namur@mouvement-LST.org

## L.S.T. en Hainaut

0486/33.43.59 hainaut@mouvement-LST.org L.S.T. à Tubize 067/64.89.65

### L.S.T. Condroz Famenne Ardennes asbl

0486/ 33.36.17 ciney-marche@mouvement-LST.org

### L.S.T. Fédération asbl

rue Pépin, 64 5000 Namur 081/22. 15. 12 federation@mouvement-LST.org





Rassemblement de LST devant le Parlement de Wallonie, 17octobre 2022

30 31

